



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

| Isère

Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du nouveau siège de la CPAM de l'Isère

REGLEMENT DE CONCOURS

PHASE CANDIDATURES

27/02/2025

DATE ET HEURES LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES :

Le 18 avril 2025 à 12h

ARTICLE 1 - OBJET DU CONCOURS

1.1 Présentation du projet

Il s'agit pour la CPAM de l'Isère à travers cette opération de construction de son futur siège de pouvoir regrouper dans ces nouveaux aménagements l'ensemble des services de la CPAM de l'Isère, le Service Médical et la Carsat représentant aujourd'hui plus de 830 collaborateurs, ainsi que l'accueil recevant le public des assurés.

Ce projet tertiaire a pour ambitions de :

- Créer un nouveau siège pour travailler autrement : créer des espaces ouverts, avec des postes de travail non nominatifs, des espaces collaboratifs variés, encourageant les nouvelles pratiques professionnelles, la transversalité et le décroisement ;
- Faciliter les synergies entre les métiers qui travaillent en interaction fortes les uns avec les autres ;
- Déployer de nouvelles façon de travailler pour tous : agents, cadres et membres de la Direction ;
- Faire du projet un pilier de la qualité de vie et conditions de travail (QVCT) en veillant à créer des espaces qualitatifs, confortables, favorables en matière d'isolation phonique, d'éclairage naturel, de confort d'été, d'ergonomie, d'accessibilité tant par les véhicules que par les modes doux, etc...
- Construire un bâtiment flexible et évolutif favorisé par le décroisement, facilement adaptable aux besoins futurs ;
- Répondre aux objectifs de rationalisation des surfaces de bâtiments tertiaires publics, selon la note ministérielle de 2023 déclinés par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie dans la Lettre Réseau n°93-2023.

1.1.1.1 Un projet en phase avec les défis à venir

Le projet de nouveau siège contribuera pleinement aux objectifs portés par la France, de sortie des énergies fossiles, de neutralité carbone et de transition écologique.

Il s'inscrit pleinement dans les objectifs des collectivités territoriales qui assignent à ce secteur urbain une volonté de haute valeur environnementale, tant sur les constructions, que sur les modes de vie des occupants. Il devra respecter les règles d'urbanisme de la Ville et de l'agglomération, en matière de limitation de l'espace occupé par les zones de stationnement de véhicules automobiles, pour favoriser l'utilisation et le développement de l'offre de transports alternatifs et durables. Il assurera le bon équilibre entre construction minérale et respect du végétal, de la nature en ville.

1.1.1.2 Un projet de qualité pour les salariés et usagers de notre service public

Le futur siège de la CPAM de l'Isère se décline dans des objectifs de qualité de vie et des conditions de travail élevés pour les salariés, que ce soit en matière de confort hygrothermique d'été ou d'hiver, d'ambiance sonore et de traitement acoustique des espaces, ou encore pour offrir un service public moderne adapté aux attentes des usagers.

Son programme est conforme aux objectifs de rationalisation des surfaces des bâtiments publics, selon les règles nationales de la CNAM déclinées dans la Lettre Réseau n°93-2023, afin d'optimiser l'impact environnemental et les coûts de gestion de l'Assurance Maladie.

Son accessibilité piétons et véhicules participe pleinement au confort des salariés et des assurés ; les éléments techniques nécessaire à cette accessibilité sont intégrés dans le projets et leurs impacts négatifs sont limités tant que possible.

1.1.1.3 Un projet pour travailler autrement

L'ensemble des espaces de travail est organisé en espaces ouverts, avec des bureaux partagés non nominatifs, et des espaces collaboratifs nombreux, encourageant les nouvelles pratiques professionnelles, la transversalité et le décroïsonnement.

Cette approche concerne l'ensemble des agents, cadres et direction présents sur le site.

La répartition des équipes et des services dans les espaces est organisée pour faciliter les synergies entre les métiers qui sont en interaction fortes les uns avec les autres, afin de faciliter le travail et les approches transversales, entre services, et entre partenaires.

Cette approche favorisera la synergie médico-administrative avec le Service Médical, ainsi que la synergie avec le Service Social de la CARSAT pour l'accompagnement des publics fragilisés, ou encore les interactions positives du service prévention de la CARSAT avec les services AT/MP et relation employeurs de la CPAM.

1.1.1.4 Un projet pour 100 ans

Enfin, le bâtiment devra être au service des missions de la CPAM de l'Isère, en proposant des espaces transformables, qui pourront s'adapter facilement aux évolutions des organisations et des métiers de demain, dans une approche décroïsonnée et flexible, sans surcoût de réaménagement ou de modification.

1.1.1.5 Un projet construit collectivement

La CPAM de l'Isère souhaite que l'ensemble des agents, cadres, services et métiers qui seront demain présents dans ces locaux puissent être également les acteurs de la fabrication du projet, dans un travail collaboratif et participatif, afin d'en faire une réussite collective.

Cette volonté s'est traduite dans une co-construction du projet, en mobilisant des ambassadeurs issus de l'ensemble des services internes et des partenaires hébergés, avec un travail en ateliers thématiques, au service de l'intelligence collective.

1.2 Eléments essentiels du projet

La CPAM de l'Isère entreprend la construction sur son parking actuel au 2 rue des Alliés d'un nouveau siège social d'environ 8100 m² de surface utile, labélisé Passivhaus, pour accueillir les assurés et permettre aux salariés de travailler dans de bonnes conditions de confort avec un impact environnemental limité.

1.3 Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux

Le montant de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est évalué à **29 700 000 € HT** en date de valeur de janvier 2025.

1.4 Calendrier prévisionnel de l'opération

Le démarrage de la mission du maître d'œuvre est prévu en **novembre 2025**.

La livraison de l'ouvrage, objet de l'opération de travaux, est souhaitée pour le **4^e trimestre 2029**.

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, incluant les éléments de mission réalisés pendant l'année de parfait achèvement et d'éventuelles missions complémentaires postérieures est estimée à **5 ans**.

ARTICLE 2 - REGIME JURIDIQUE DU CONCOURS

2.1 Forme du concours

L'opération relève du champ d'application des dispositions du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique (CCP).

La consultation porte sur un concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse + engagé en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et renvoyant aux articles L2125-1-2°, L2172-1, L2430-1 à L2432-2, R2122-6 et R2162-15 à R2162-23 du code de la commande publique

2.2 Déroulement général

Le concours est organisé en deux phases :

- Phase candidature : les candidats remettent un dossier de candidature complet permettant de vérifier les conditions de participation et de mettre en œuvre les critères de sélection définis dans l'avis de concours et précisés au point 9.1 ci-après.

Le jury analyse les candidatures et formule un avis motivé sur celles-ci. Au vu de cet avis, le représentant du maître d'ouvrage désigne les 3 candidats admis à concourir.

- Phase projet : les candidats admis à concourir remettent anonymement un dossier de projet dont le niveau de conception correspond à une **esquisse +**

Le jury examine les dossiers présentés sur la base des critères d'évaluation définis dans l'avis de concours et précisés au point 15.1 ci-après puis établit un classement des projets. Après la levée de l'anonymat, sous réserve que le jury ait porté des demandes d'éclaircissements et des questions dans le procès-verbal, un dialogue peut s'établir avec les candidats admis à concourir.

Au vu des procès-verbaux et de l'avis du jury, le représentant du maître d'ouvrage choisit le ou les lauréats du concours.

2.3 Calendrier prévisionnel du concours

Envoi de l'avis de concours et mise à disposition des documents de la consultation : **4 mars 2025**.

Date et heure limites de réception des candidatures : **18 avril 2025 à 12h**.

Première réunion du jury pour avis sur les candidatures et choix des candidats admis à concourir : semaine 20.

A titre indicatif, le maître d'ouvrage prévoit de lancer la phase projet du concours au mois de mai 2025, avec une remise des prestations au mois de juillet 2025 soit un délai prévisionnel de **10 semaines** pour la remise.

2.4 Prime

Le montant de la prime forfaitaire non révisable à verser aux candidats admis à concourir ayant remis des prestations conformes est de **120 000 € HT** correspondant à des prestations de niveau esquisse+.

Ce montant correspond à :

- **5 000 € HT** à répartir pour la remise des prestations complémentaires suivantes :
 - fichier PHPP
 - Simulation énergétique dynamique
 - Simulation Autonomie lumineuse globale

- **115 000 € HT** pour les autres prestations remises lors de l'esquisse +

Elle peut être réduite, sur proposition du jury, lorsque le concurrent n'a pas fourni les prestations conformes au règlement du concours.

Le maître d'ouvrage peut décider d'adopter ces réductions sans que les concurrents puissent élever de réclamations à ce sujet.

La prime du lauréat constitue une avance sur ses honoraires dans le cas où il est désigné comme titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.

Cette prime est payée dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date d'examen des prestations par le jury.

Pour les candidats non retenus, le paiement de la prime vaudra solde de tout compte.

ARTICLE 3 - MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE CONSECUTIF AU CONCOURS

Conformément à l'article R2172-2 du Code de la Commande Publique (CCP), le concours sera suivi d'un marché de service sans publicité ni mise en concurrence préalables (en application de l'article R2122-6 du CCP) en vue de l'attribution d'un marché public de maîtrise d'œuvre au lauréat ou à l'un des lauréats du concours.

Si l'attributaire du marché est un groupement, le titulaire du marché sera un groupement conjoint dont le mandataire architecte sera solidaire en raison de la spécificité de l'opération et afin de garantir sa bonne exécution.

Ce marché de maîtrise d'œuvre n'est pas alloti conformément à l'article L 2113-10 du code de la commande publique car il s'agit d'un marché global, ne permettant pas de déterminer les prestations distinctes selon les dispositions de la loi MOP du 12 juillet 1985 imposant une mission de base faisant l'objet d'un contrat unique pour des ouvrages de bâtiment (article 7 de la loi MOP).

3.1 Mission de maitrise d'œuvre

La mission confiée au maître d'œuvre sera une mission de base telle qu'elle est définie par le décret n°93.1268 du 29 novembre 1993, et étendue à des missions complémentaires au sens de l'article 9 de l'annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 1993 intégré au Code de la commande publique.

Cette mission de base comprend :

| | |
|------|--|
| ESQ | Esquisse |
| APS | Avant-projet sommaire |
| APD | Avant-projet définitif |
| PRO | Etudes de projet |
| ACT | Assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des marchés de travaux |
| VISA | Visa des documents d'exécution des entreprises des lots CVC-PBS-GTB-Energies renouvelables et CFO-CFA-VDI - photovoltaïque |
| EXE | Etudes d'exécution |

| | |
|-----|---|
| DET | Direction de l'exécution des contrats de travaux |
| AOR | Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement |

La mission du maître d'œuvre sera complétée par les missions complémentaires suivantes :

- mission SSI : Système Sécurité Incendie
- mission DQD : Devis Quantitatif Détaillé : considérée comme incluse dans la mission ACT
- mission énergie environnement : (STD, Autonomie lumineuse, labélisation Passivhaus,...) Cette mission sera considérée comme incluse dans les différentes phases de la mission de base.
- mission Signalétique : conception de la signalétique du bâtiment (hors périmètre d'application de la charte Assurance Maladie)
- mission Commissionnement
- mission Management BIM

Le contenu de l'ensemble de la mission de maîtrise d'œuvre sera précisément arrêté lors de la négociation du marché avec le lauréat ou l'un des lauréats du concours.

3.2 Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches

3.3 Variantes

Les variantes sont exclues.

ARTICLE 4 - ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

4.1 Le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage - pouvoir adjudicateur est : CPAM de l'Isère.

Il est accompagné de plusieurs services de l'Assurance Maladie (CNAM - Direction de l'Immobilier et de l'environnement, PRECI Auvergne-Rhône Alpes), et de la Sécurité Sociale (UCANSS - Direction de l'immobilier de la RSO et des achats).

Le maître d'ouvrage a confié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à un groupement constitué de SETEC et Khardam pour l'assistance à la rédaction du programme fonctionnel et l'accompagnement au changement (mission achevée).

Le maître d'ouvrage a confié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à un groupement constitué de BPRIM, SOLARES BAUEN et DELHOM Acoustique pour l'accompagner dans la dimension énergétique et environnementale. Cette mission comprend notamment un suivi du commissionnement demandé à la maîtrise d'œuvre.

4.2 Le secrétariat du concours

Le service des marchés de la CPAM de l'Isère assure le secrétariat du concours.

Ce dernier enregistre les candidatures et, le cas échéant, demande à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidatures dans un délai approprié et identique pour tous (article R 2144-2 du CCP).

Le secrétariat a notamment pour mission de faire respecter la règle de l'anonymat des prestations remises par les concurrents. Il s'appuiera pour cela sur un huissier de justice assermenté dont l'identité sera indiquée aux candidats lors de la phase offre.

Dès réception des plis, l'huissier de justice recensera les prestations remises. Il vérifiera le respect de l'anonymat avant d'identifier le projet par un code confidentiel pour le transmettre à la commission technique pour analyse factuelle.

Si l'huissier constate que l'anonymat n'est pas totalement respecté, le secrétariat du concours prendra toute mesure appropriée pour le rendre effectif jusqu'à l'avis et le classement des projets par le jury.

L'huissier conservera dans un lieu la copie des codes d'anonymat avec leur affectation jusqu'à la levée de l'anonymat.

4.3 Commission technique

Le maître d'ouvrage constitue une commission technique chargée de préparer les travaux du jury (d'examen des candidatures et d'évaluation des projets). Le rôle de la commission technique est de vérifier la conformité des divers dossiers et projets aux dispositions du programme et du présent règlement. Elle ne vote pas et ne se substitue pas au jury, seul compétent pour classer les projets. Par l'intermédiaire de ses rapporteurs, elle présente ses conclusions au jury.

Les membres de la commission technique sont tenus au secret absolu concernant les informations de toute nature dont ils auraient eu connaissance en raison de leur participation aux travaux de la commission.

Pour préparer le jury d'examen des candidatures, la commission technique vérifie notamment le caractère complet des pièces de candidatures au regard du règlement du concours. Le maître d'ouvrage pourra demander à tous les candidats concernés, via le secrétariat du concours, de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Pour préparer le jury d'évaluation des projets, la commission technique vérifie le contenu des prestations demandées, examine leur conformité au règlement du concours et procède à une analyse factuelle des projets en vue de leur présentation au jury.

ARTICLE 5 - CONSTITUTION ET FONCTIONNEMENT DU JURY

5.1 Constitution du jury

En application des articles R. 2162-22 et R. 2162-24 du CCP et de l'article 12 de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale, le jury est ainsi composé :

au titre des représentants de la maîtrise d'ouvrage

La Directrice Générale de la CPAM de l'Isère ou son représentant ;

Le Président du Conseil de la CPAM de l'Isère ou son représentant ;

La Directrice Adjointe de la CPAM de l'Isère ou son représentant ;

au titre des personnalités ayant un intérêt particulier au regard de l'objet du concours désignées par le Président du jury

Le Directeur Général de la SPL SAGES, Aménageur de la ZAC Flaubert, ou son représentant ;

Deux représentants des salariés de la CPAM ;

au titre du tiers de maîtres d'œuvre désignés par le pouvoir adjudicateur

un architecte proposé par le conseil régional de l'ordre des architectes (CROA) ;

deux architectes de deux PRECI hors Auvergne Rhône-Alpes ;

Les maîtres d'œuvre membres du jury qui exercent leur profession à titre libéral seront indemnisés pour leur participation aux réunions du jury.

5.2 Fonctionnement du jury

Tous les membres du jury ont voix délibérative.

Le jury peut valablement délibérer si au moins la moitié des membres à voix délibérative régulièrement convoqués est présente.

En l'absence de consensus, le jury délibère à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du président du jury est prépondérante.

Conformément à l'article L. 2132-1 du CCP, les réunions du jury se déroulent à huis-clos et les débats ne font l'objet d'aucune diffusion extérieure, quel qu'en soit le support.

Les membres du jury sont tenus à une obligation de confidentialité durant tout le déroulement du concours.

Par ailleurs, le jury pourra auditionner toute personne susceptible de lui apporter des informations utiles.

ARTICLE 6 - DEMATERIALISATION

En application du processus de dématérialisation totale, prévu par les articles R2132-7 à 14 du CCP, seuls les plis transmis par voie électronique et déposés sur le profil d'acheteur seront ouverts et examinés.

La remise des dossiers (dossier de candidature et dossier du projet) se fera en conséquence sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr/> telle que mentionnée dans l'avis de concours.

Toutefois, les planches destinées à être exposées dans la salle du jury feront l'objet d'une transmission matérielle séparée.

ARTICLE 7 - LE DOSSIER DE CONSULTATION

7.1 Contenu du dossier de consultation en phase candidatures

Le dossier de consultation publié gratuitement sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage comporte les documents suivants (sans qu'il y ait de priorisation dans l'énumération des documents) :

- l'avis d'appel public à concurrence (AAPC);
- la note de présentation du projet ;
- le programme fonctionnel ;
- le programme technique et son annexe : CCTG DR Réalisation de travaux d'infrastructures pré-câblées en catégorie de câblage 6A ISO / Classe EA avec le courant fort associé au poste de travail ;
- le projet d'Acte d'Engagement (AE);
- le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - o Annexe 1 Attendus de la MOE
 - o Annexe 2 Cahier des charges Confort, énergie, environnement
 - o Annexe 3 Cahier des charges BIM
 - 3.1 Glossaire
 - 3.2 Tableau des catégories IFC
 - 3.3 Type d'exploitation de l'implantation
 - 3.4 Niveau de détail sémantique
 - 3.5 Tableau des surfaces de l'Etat
 - 3.6 Gabarit REVIT 2024
 - 3.7 Guide utilisation gabarit REVIT

- 3.8 Exemple de nommage d'objet
- le présent règlement du concours (RC) ;
- la trame de présentation des références graphiques au format .ppt ;
- la trame de réponse candidature et de présentation des références au format .xls (**Attention bien prendre en compte les deux onglets !**);
- l'attestation sur l'honneur de respect des obligations liées aux sanctions prises par l'Union Européenne eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

7.2 Contenu du dossier de consultation en phase offres

Le contenu du dossier de consultation au stade des offres pourra comprendre des modifications par rapport aux documents du dossier de consultation au stade candidatures.

En sus des éléments listés dans le dossier de consultation en phase candidature, le dossier en phase offres comprendra les documents suivants (liste non exhaustive à ce stade et pouvant faire l'objet de modification au moment de la transmission du RC en phase offres) :

- l'étude de sols G1 AVP en date de septembre 2024 ;
- une étude de faisabilité géothermique ;
- le levé topographique aux formats .pdf et .dwg ;
- le rapport acoustique « point zéro » ;
- les retours des DT faites aux concessionnaires ;
- le tableau des surfaces à compléter par le candidat ;
- le tableau estimatif du coût travaux à compléter par le candidat ;
- le tableau estimatif des volumes de bois à compléter par le candidat ;
- le tableau estimatif des coûts d'exploitation à compléter par le candidat ;
- le cahier des prescription architecturales, urbaines et paysagères de la ZAC Flaubert en date de septembre 2024 ;
- le tableau des prescriptions environnement et santé Flaubert ;
- la lettre réseau-DDR - 93 - 2023 établie par le Département de l'Immobilier et de l'Environnement de la CNAM en date du 6/07/2023 et ses annexes ;
 1. Nouvelles organisations et évolutions des espaces de travail ;
 2. Transition énergétique et décrets tertiaire ;
 3. Circulaire PM du 8/02/2023 nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires de l'Etat ;
 4. Tableau de synthèse sur l'accessibilité ERP ERT des bâtiments ;
- la lettre réseaux-DDR - 205 - 2014- Parcours assuré - établie par le Département de l'Immobilier et de l'Environnement de la CNAM en date du 6/07/2023 et ses annexes ;
- la note de Synthèse du Dossier d'Autorisation au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement (Dossier Loi sur l'eau concernant le rejet des eaux pluviales de la ZAC Flaubert) en date du 22/10/2013 ;
- l'arrêté préfectoral n°2014104-0030 portant autorisation concernant le rejet des eaux pluviales de la ZAC Flaubert en date du 14/04/2014 ;
- le rapport de diagnostic amiante des extérieurs (parking) ;
- la charte de l'habitat et de la construction favorable à la santé de la Ville de Grenoble éditée par la Ville de Grenoble en date de mai 2023 ;
- la charte de l'arbre de Grenoble Alpes Métropole édité par Grenoble Alpes Métropole en date d'Aout 2019 ;

- le guide « chancre coloré du platane - Guide de bonnes pratiques pour la lutte » ; rédigé par Plante & Cité en date de Février 2018.

7.3 Modification de détail au dossier

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 11 jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la stipulation précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7.4 Renseignements complémentaires

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats peuvent poser des questions relatives à ce concours sur le profil d'acheteur au plus tard 15 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Les demandes de renseignement adressées par un autre canal que le profil d'acheteur ne seront pas traitées.

ARTICLE 8 - CONDITIONS DE PARTICIPATION

En application de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, la participation est réservée aux candidats qui présentent, soit à titre individuel, soit à travers un cotraitant du groupement, un architecte ou une société d'architecture répondant aux conditions définies par l'article 2 ou à l'article 10-1 de la loi du 3 janvier 1977 précitée.

Conformément à l'article R. 2142-25 du CCP, en cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement, l'appréciation des capacités est globale.

Ne peuvent être admises ni à concourir ni à participer aux missions de maîtrise d'œuvre, les personnes ayant pris part à l'organisation du concours ou à l'élaboration du programme, ainsi que leurs associés ou leurs salariés ou de manière plus générale toute personne susceptible d'être en situation de conflit d'intérêts au sens de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et conformément à l'article L. 2141-10 du CCP.

En application de l'article L. 2141-11 du CCP, le maître d'ouvrage qui envisage d'exclure un opérateur économique sur le fondement de l'alinéa précédent le met à même de présenter ses observations, afin d'établir dans un délai raisonnable et par tout moyen qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés et, le cas échéant, que sa participation au concours n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

8.1 Forme juridique du candidat

Les candidats peuvent répondre à la consultation à titre individuel ou sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises.

8.2 Conditions propres aux candidatures en cas de groupement

Aucune forme de groupement n'est imposée par le maître d'ouvrage.

Toutefois, en cas de groupement, la forme exigée par le maître d'ouvrage, après attribution du marché est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

En application de l'article R. 2142-4 du CCP, un opérateur économique ne peut être mandataire que d'un seul groupement.

Le mandataire du groupement sera impérativement architecte et sera solidaire du groupement conjoint.

En application de l'article R. 2142-21 du CCP, un membre d'un groupement, autre que le mandataire, est autorisé à figurer dans plusieurs groupements.

En application de l'article R. 2142-3 du CCP, pour justifier de sa capacité et remplir les conditions de participation, le candidat peut recourir à la sous-traitance ou avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent.

En application de l'article 37 du code de déontologie des architectes, il est toutefois rappelé aux candidats, que l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission d'établissement du projet architectural faisant l'objet de la demande de permis de construire, définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

8.3 Niveaux minimums de capacités

Le candidat doit présenter des garanties économiques et financières suffisantes en rapport aux prestations confiées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre consécutif au concours.

Les opérateurs économiques nouvellement créés doivent apporter la preuve de leurs capacités financières par tout moyen de preuve approprié, notamment par une déclaration appropriée de banques.

Les opérateurs nouvellement créés peuvent indiquer les expériences des personnels acquises antérieurement, sous réserve d'une présentation explicite et sans équivoque sur les entités contractantes et l'étendue de leur intervention sur les projets présentés.

Niveaux minimums de capacité : le candidat ou le groupement candidat doit justifier :

- Pour le mandataire :
 - d'un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins **500 000 € HT** sur les trois derniers exercices disponibles
 - d'un effectif minimum de **5 personnes** qualifiées pour l'objet du marché sur les trois derniers exercices disponibles pour le mandataire.

Le groupement candidat devra obligatoirement justifier *a minima* de compétences en :

- 1.1 architecture avec expérience en conception bioclimatique ;
- 1.2 CVC-PBS-GTB-Energies renouvelables ;
- 1.3 CFO-CFA-VDI - photovoltaïque ;
- 1.4 économie de la construction ;
- 1.5 structure ;
- 2.1 acoustique ;
- 2.2 commissionnement ;
- 2.3 SSI ;
- 3.1 paysage ;
- 3.2 VRD ;
- 3.3 conception de bâtiments passifs (confort, énergie, environnement);
4. BIM (compétence partagée a minima par les architectes et les BET structure, fluides (réseaux secs et humides) et économie)

NB : Les tâches de commissionnement et de maîtrise d'œuvre se doivent d'être menées par des collaborateurs distincts au sein de l'équipe de maîtrise d'œuvre. Ils peuvent appartenir à la même structure mais les interlocuteurs nommés devront être distincts.

Il y a une exclusivité relative pour la compétence suivante : Architecture

Il n'y a pas d'exclusivité pour les autres compétences qui peuvent en conséquence se présenter dans plusieurs groupements de maîtrise d'œuvre. Un co-traitant peut détenir plusieurs compétences.

ARTICLE 9 - DOSSIER DE CANDIDATURE

9.1 Dossier de candidature

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les candidats devront produire un dossier complet incluant :

Les justificatifs administratifs

1. Lettre de candidature ou formulaire DC1 disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> faisant apparaître les noms et coordonnées du mandataire (bien compléter la rubrique G « désignation du mandataire et habilitation »), les noms et coordonnées de chacun des membres du groupement et le type de groupement,
2. La déclaration sur l'honneur de chaque membre du groupement ou formulaire DC2 disponible à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>, indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles [L. 2141-1 à L. 2141-5](#) et [L. 2141-7 à L. 2141-11](#) notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.
3. La déclaration sur l'honneur de chaque membre du groupement indiquant qu'il respecte les conditions rappelées par le règlement UE202/576 concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.
4. La copie du ou des jugements prononcés (pour chaque membre du groupement) s'il est en redressement judiciaire.
5. Une attestation de l'inscription à l'ordre des architectes en cours de validité datée de moins de 12 mois (ou tout document équivalent pour les candidats non établis en France), pour l'architecte uniquement.

Les justificatifs quant aux capacités techniques et financières

6. Présentation de l'équipe candidate en remplissant pour chacun des membres et par compétence dans **le cadre de réponse fourni en annexe** du règlement de consultation à renseigner avec les caractéristiques du mandataire et des membres du groupement :

Onglet 1-Groupement

- Coordonnées (adresse postale, téléphone, courriel) ;
- Capacité professionnelle : diplômes, titres d'étude et expériences professionnelles des personnels et cadres de l'entreprise, qualifications et certifications.
- Capacité technique : effectif moyen annuel, importance du personnel d'encadrement, outils logiciels)
- Capacité financière : chiffre d'affaire des trois derniers exercices disponible et chiffre d'affaire des trois derniers effectifs disponible pour les services objet du marché

Onglet 2-Références

1.1 **Architecture** avec expérience en conception bioclimatique : 8 références pour le mandataire

Ces références du mandataire devront dater de moins de 10 ans (date de livraison effective ou prévisionnelle) et détailleront le maître d'ouvrage, le projet, le niveau de performance environnementale et la mission exécutée, les cotraitants et mandataire, la date de livraison, la surface, le montant des travaux et les éléments de complexité.

Pour le mandataire : les éléments suivants devront être mis en avant par les références présentées : destination se rapprochant de l'opération (tertiaire), d'importance et de complexité équivalente (surface, montant des travaux), avec une forte démarche environnementale labellisée (bâtiment passivhaus, E+C- niveau E3 ou E4, BEPOS, matériaux biosourcés, réemploi, etc.), ayant en phase étude été élaborée avec les exigences et la logique de la RE2020.

En cas d'architecte associé, il pourra être présenté des références dans le cadre de réponse dans la limite du maximum de 8 pour le mandataire et l'associé.

1.2 CVC-PBS-GTB-Energies renouvelables : 3 références portant sur des opérations datant de moins de 5 ans (date de livraison effective ou prévisionnelle) et détaillant le maître d'ouvrage, le projet et la mission exécutée, les cotraitants et mandataire, la date de livraison, la surface, le montant des travaux et les éléments de complexité dont au moins une menée en E+C- ou règlementée par la RE2020.

1.3 CFO - CFA - VDI - photovoltaïque : 3 références portant sur des opérations datant de moins de 5 ans (dates de livraison effectives ou prévisionnelles) et détaillant pour chacune le maître d'ouvrage, le projet et la mission exécutée, les cotraitants et mandataire, la date de livraison, la surface, le montant des travaux et les éléments de complexité.

1.4 économie de la construction : 3 références portant sur des opérations réalisées datant de moins de 5 ans (date de livraison effective ou prévisionnelle) et détaillant le maître d'ouvrage, le projet et la mission exécutée, les cotraitants et mandataire, la date de livraison, la surface, le montant des travaux et les éléments de complexité.

1.5 Structure : 3 références portant sur des opérations réalisées datant de moins de 5 ans (date de livraison effective ou prévisionnelle) et détaillant le maître d'ouvrage, le projet et la mission exécutée, les cotraitants et mandataire, la date de livraison, la surface, le montant des travaux et les éléments de complexité. **Si l'équipe entend respecter l'objectif programmatique minimal de 30dm3 de bois/m² en utilisant des éléments de structure bois ou mixte bois-béton, cette compétence particulière devra apparaître.**

2.1 Acoustique : 3 références portant sur des opérations tertiaires datant de moins de 5 ans (date de livraison effective ou prévisionnelle) et détaillant le maître d'ouvrage, le projet et la mission exécutée, les cotraitants et mandataire, la date de livraison, la surface, le montant des travaux et les éléments de complexité.

2.2 Commissionnement : 3 références sur des opérations tertiaires menées par le BET de la conception à l'accompagnement après livraison. Au moins une de ces références doit être livrée depuis plus de deux ans et la mission réalisée jusqu'au bout.

2.3 SSI : 3 références portant sur des opérations datant de moins de 5 ans (date de livraison effective ou prévisionnelle) et détaillant le maître d'ouvrage, le projet et la mission exécutée, les cotraitants et mandataire, la date de livraison, la surface, le montant des travaux et les éléments de complexité.

3.1 Paysage : 3 références portant sur des opérations réalisées datant de moins de 5 ans (date de livraison effective ou prévisionnelle) et détaillant le maître d'ouvrage, le projet et la mission exécutée, les cotraitants et mandataire, la date de livraison, la surface, le montant des travaux et les éléments de complexité.

3.2 VRD : 3 références portant sur des opérations réalisées datant de moins de 5 ans (date de livraison effective ou prévisionnelle) et détaillant le maître d'ouvrage, le projet et la mission exécutée, les cotraitants et mandataire, la date de livraison, la surface, le montant des travaux et les éléments de complexité.

3.3 Conception de bâtiments passifs (confort, énergie, environnement) : 3 références (conception de bâtiment labélisés passivhaus, SED, FLJ, ACV, confort thermique, calculs thermiques, etc...) portant sur des opérations de construction de bâtiments labélisés suivies par le BET de la conception jusqu'à la réalisation datant de moins de 5 ans (date de livraison effective ou prévisionnelle) et détaillant le

maître d'ouvrage, le projet et la mission exécutée, les cotraitants et mandataire, la date de livraison, la surface, le montant des travaux, les éléments de complexité et le label recherché. Au moins l'une de ces références doit être labélisée PASSIVHAUS et au moins une a été menée en E+C- ou règlementée par la RE2020.

Toute attestation de travaux ou de bonne exécution signée des maitres d'ouvrage des références présentée par les candidats sera appréciée.

Les références communes entre membres du groupement pourront être précisées dans le cadre de réponse et seront valorisées.

Plusieurs compétences attendues peuvent être justifiées pour un seul membre du groupement (exemple énergie et environnement et commissionnement ou paysage et VRD) ou au contraire être divisées (exemple bureau structure béton et bureau structure bois), le cas échéant les références doivent montrer que l'ensemble des compétences est présent au sein de l'équipe.

La composition d'une équipe avec un bureau d'études regroupant l'ensemble des compétences est autorisée dans le cadre de la présente consultation, mais ne fera pas l'objet d'une valorisation particulière lors de l'analyse des offres.

7. La justification d'une assurance décennale et d'une assurance risques professionnels ;
8. Justification de pièces attestant de ses capacités et qualifications professionnelles indiquées dans le cadre de réponse (certificats professionnels, agréments, attestations clients ou autres) notamment, les qualifications OPQIBI ou équivalentes en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique, ainsi que toute justifications pour la labélisation Passivhaus tel que le diplôme CEPHD (Certified European Passivhaus) en cours de validité, et pour le commissionnement tel que qualification CBCP ou OPQIBI 1910. Pour la compétence VDI une qualification Fluke CCT ou équivalent pour la réalisation du contre-recettage par le MOE sera appréciée (personnel qualifié ou sous-traitant pressenti).

Les candidats pourront notamment justifier de leur compétence avec les certifications et diplômes suivants (liste non exhaustive) :

| OPQIBI | | | |
|--------|---|------|--|
| 1903 | Ingénierie d'ouvrages de bâtiment en développement durable | 1901 | Ingénierie d'ouvrages de bâtiment courants |
| 2202 | Maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation | 1210 | Étude des corps d'état intérieurs de finition |
| 2203 | Maîtrise des coûts d'exploitation et de maintenance | 1211 | Étude des corps d'état de clos couvert courant |
| 2204 | Evaluation du coût global | 1213 | Étude de façades légères et verrières |
| 1601 | Étude en acoustique | 1220 | Ingénierie en second œuvre courant |
| 1604 | Ingénierie en acoustique du bâtiment | 1407 | Étude d'éclairage intérieur |
| 1202 | Étude de structures béton courantes | 1309 | Étude d'installations sanitaires et d'assainissement courantes |
| 1206 | Étude de structures bois courantes | 1320 | Ingénierie de fluides courants |
| 1218 | Ingénierie en génie civil et gros œuvre courants | 1312 | Étude d'installations courantes de chauffage et de VMC |
| 1230 | Etudes sismiques courantes | 1314 | Étude d'installations frigorifiques et de climatisation courantes |
| 1232 | Analyse dynamique des structures | 1322 | Ingénierie en génie climatique courant |
| 1233 | Étude de fondations | 1910 | Accompagnement au commissionnement des installations techniques du bâtiment |
| 1405 | Étude d'installations électriques courantes | 1921 | Ingénierie d'ouvrages de bâtiment dans le cadre de projets développés en BIM |

| | | | |
|-----------------------------------|--|------|---|
| 1419 | Ingénierie en électricité courante | 1922 | BIM Management pour des projets de bâtiment |
| 1411 | Étude de systèmes courants de Gestion Technique | 1332 | Etude thermique réglementaire bâtiment collectif d'habitation et/ou tertiaire |
| 1416 | Étude de systèmes et réseaux courants d'informatique et de communication | 1333 | Etude ACV bâtiments neufs |
| 1421 | Ingénierie en courants faibles courants | 1326 | Etude de la performance énergétique dans le traitement climatique des bâtiments |
| 1415 | Étude de systèmes de sûreté | 1327 | Ingénierie de la performance énergétique dans le traitement climatique des bâtiments |
| 1414 | Étude de systèmes complexes de sécurité incendie | 1224 | Ingénierie de la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment |
| 1305 | Étude de systèmes et réseaux d'extinction incendie courants | 2011 | Étude d'installations de production utilisant l'énergie solaire photovoltaïque |
| 1216 | Ingénierie des risques d'incendie courants | 2015 | Ingénierie des installations de production utilisant l'énergie solaire photovoltaïque |
| 322 | Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) de catégories B, C, D et E | 702 | Étude paysagère |
| Autres diplômes ou certifications | | | |
| CEPHD | Certified Passive House Designers | CBCP | Certified Building Commissioning Professional |
| Fluke CCCT | Certified Cabling Test Technician Training | | |

9. Cadre graphique de références architecturales, présentant l'équipe et graphiquement 3 parmi les 8 références listées parmi celles du mandataire et ou d'un éventuel associé). La mise en page des diapositives est libre hors format des diapos et emplacement à compléter par le MOA du numéro d'ordre de l'équipe. Ce cadre de références sera présenté au jury et doit impérativement être remis au format .ppt.
10. Fiches références architecturales graphiques (extrait de book) : le mandataire, le paysagiste et l'éventuel architecte associé pourront présenter des fiches références graphiques en plus des 3 références présentées dans le cadre graphique. Celles-ci comprendront les références présentées dans le tableau ainsi que jusqu'à 10 références complémentaires par agence permettant de présenter l'écriture architecturale de l'agence au jury au format .pdf.

DUME

En application de l'article R. 2143-4 du CCP, l'acheteur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), rédigé impérativement en français, en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités.

Les candidats ne peuvent toutefois pas se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser le document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

9.2 Accès aux documents justificatifs et autres moyens de preuve

En application de l'article R. 2143-13 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés à l'article 9.1 du présent règlement s'ils fournissent à l'acheteur dans leur dossier de candidature les informations nécessaires pour accéder gratuitement soit à un système électronique de mise à

disposition d'informations administré par un organisme officiel, soit à un espace de stockage numérique, contenant les documents justificatifs et moyens de preuve relatifs à leurs capacités.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis à l'acheteur lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables. S'ils font usage de cette faculté, les candidats précisent dans leur dossier de candidature la consultation lancée par l'acheteur où ces documents seraient disponibles et encore valables.

Cela ne dispense pas les candidats du formalisme requis pour la présentation des références.

9.3 Modalités de dépôt des candidatures

Transmission électronique

La remise des dossiers de candidature s'effectue exclusivement de manière dématérialisée à l'adresse suivante du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans le délai imparti, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB). Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte les mentions suivantes :

Copie de sauvegarde - Candidature pour le concours de maîtrise d'œuvre pour la construction du nouveau siège de la CPAM de l'Isère

Les conditions d'ouverture et d'utilisation de la copie de sauvegarde par le maître d'ouvrage sont définies à l'annexe n°1 du présent règlement de concours.

9.4 Date limite de transmission des candidatures

Les candidatures doivent être transmises au plus tard le **18 avril 2025 à 12h**.

9.5 Candidature incomplète

En application de l'article R. 2144-2 du CCP, si des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de **7 jours**, identique pour tous.

ARTICLE 10 - SELECTION DES CANDIDATURES

10.1 Recevabilité des candidatures

Pour être recevables, les candidatures doivent être conformes au vu des conditions exposées ci-avant en termes de forme du groupement, profil du mandataire, candidatures multiples, situation juridique, niveau des garanties économiques / financières / techniques et professionnelles, assurances professionnelles, et aptitude à exercer la profession d'architecte.

10.2 Critères de sélection

Les candidatures recevables seront examinées sur le fondement des critères suivants :

- La capacité professionnelle du candidat examinée au regard des titres d'études et professionnels et des expériences des cadres des entreprises, et notamment des responsables, et des qualifications apportées par tout moyen de preuve ;

- La pertinence et qualité des références produites au regard de la nature et des objectifs de l'opération, de ses spécificités d'usage, architecturales, techniques et environnementales.
- La capacité technique du candidat examinée au regard de la composition de l'équipe, de la déclaration indiquant l'effectif moyen annuel du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années, la déclaration indiquant les outils logiciels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- La capacité financière du candidat examinée au regard de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles, la justification d'une assurance pour les risques professionnels.

ARTICLE 11 - INVITATION A PARTICIPER AU CONCOURS

Une fois la liste des candidats admis à concourir définitivement arrêtée, le maître d'ouvrage leur transmettra par voie électronique une invitation à participer au concours les informant de la date et l'heure limite de transmission des prestations et de toute précision utile quant au déroulement de la deuxième phase du concours.

ARTICLE 12 - PRESENTATION DE L'OPERATION ET VISITE DES LIEUX

Le maître d'ouvrage réunira l'ensemble des candidats admis à concourir pour leur présenter l'opération et le programme. Cette réunion sera assortie d'une séance de questions-réponses et d'une visite du site.

La date de la visite sera précisée lors de l'invitation à concourir.

Au plus tard une semaine avant la visite, le mandataire de chaque équipe concurrente aura communiqué à la CPAM de l'Isère la liste nominative des personnes participant à cette journée d'information. Pour des questions d'organisation et de sécurité, le nombre de participants sera limité à **6 personnes** par équipe concurrente.

Il n'est pas prévu d'autre visite.

Cette réunion fera l'objet d'un compte-rendu publié sur le profil d'acheteur du maître d'ouvrage.

ARTICLE 13 - DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats admis à concourir peuvent adresser leurs demandes de renseignements complémentaires et poser leurs questions au plus tard 21 jours avant la date limite de réception du dossier de projet et uniquement par la plateforme de dématérialisation du maître d'ouvrage.

Les réponses aux questions seront publiées par le maître d'ouvrage à destination de l'ensemble des candidats admis à concourir sur cette plateforme au plus tard 15 jours avant la date limite de réception du dossier de projet.

ARTICLE 14 - COMPOSITION ET REMISE DU PROJET

14.1 Composition du dossier de projet

Les documents à remettre ci-après ne devront comporter ni signe distinctif, ni élément susceptible d'en identifier l'auteur, conformément à l'article 4.2 relatif à la sauvegarde de l'anonymat.

Seuls les documents demandés par le présent règlement et, le cas échéant, par l'organisateur du concours, devront être fournis, à l'exclusion de tout autre.

De même, les modalités de présentation demandées devront impérativement être respectées.

Les pièces écrites et les indications portées sur les plans, les croquis et les schémas doivent être rédigées en langue française et exprimées en euro.

Le non-respect de ces règles pourra entraîner la mise hors concours du candidat et le non- paiement de la prime.

1. une lettre synthétique de présentation du projet

Celle-ci s'attachera à montrer comment les enjeux du programme, tels que perçus par le concepteur, ont été abordés et décrira le « parti » architectural retenu (1 page de format A4 recto-verso maximum). Cette lettre sera sous format dématérialisé est destinée à être lue aux membres du jury.

2. un mémoire explicatif du projet

Celui-ci prendra la forme d'un cahier dématérialisé de format A4. Il devra comprendre :

- a. une explication argumentée du « parti » architectural des points de vue de son inscription dans le site, de sa valeur d'usage et de ses options techniques et esthétiques (2 A4 recto verso maximum),
- b. une note comportant un estimatif des travaux par grandes unités d'œuvre permettant d'explicitier la compatibilité du projet avec la part de l'enveloppe du maître d'ouvrage consacrée aux travaux et les choix effectués pour une optimisation des coûts différés (2 A4 recto verso maximum), 1 page constituée du tableau dont la trame est fournie en annexe et une page proposant un éventuel commentaire sur celui-ci),
- c. Un tableau des coûts d'exploitation prévisionnels estimatifs selon trame fournie en annexe
- d. une note développant la stratégie de conception en termes de qualité d'usage et de performances énergie-environnement sur les 4 thématiques suivantes (1 A4 recto verso par thématique maximum, l'équivalent d'1 A4 de texte et 1 A4 de schémas éventuels) :
 - Stratégie de système constructif
 - Stratégie de choix des systèmes énergétiques
 - Stratégie de lumière naturelle
 - Stratégie de protections solaires et confort d'été
- e. une notice acoustique, décrivant les grands principes en matière de traitement de la réverbération et des bruits entre locaux (1 A4 recto verso maximum),
- f. un tableau estimatif du contenu bois au format .xlsx et .pdf (selon format fourni en annexe)
- g. une étude justificative du respect de la réglementation environnementale RE2020 niveau 2028 (limitée à la fourniture d'un calcul Bbio et Dh)
- h. une simulation énergétique dynamique (ex STD)
- i. note de calcul d'autonomie lumineuse globale (ex FLJ)
- j. schéma de principe de la distribution des fluides dans le projet (chaud / froid, ventilation, désenfumage, eau, ...)
- k. une notice de sécurité incendie, permettant de s'assurer de la conformité architecturale du projet (morphologie, volumes particuliers, dimensions...) (2 A4 recto verso maximum),
- l. un tableau récapitulatif des surfaces (selon trame fournie en annexe, à fournir en format .pdf et en format .xlsx).

3. un fichier PHPP

Ce fichier au stade concours exprimera le calcul des besoins de chaleur et les besoins de froid selon la méthodologie du label Passivhaus et le détail présenté dans le cahier des charges de maitrise d'œuvre pour la partie énergie environnement.

4. une maquette numérique

Cette maquette modélisant uniquement l'extérieur du bâtiment et les grands principes de volumes alentours sera fournie de manière pour le maitre d'ouvrage à présenter des points de vue lors du jury. Elle sera lisible par la visionneuse BimCollab Zoom.

5. des pièces graphiques

Les pièces graphiques seront fournies d'une part en format dématérialisé en fichiers séparés listés ci-après. Ils seront également fournis sur format imprimé sur 3 planches format A0 (un exemplaire papier plié et un exemplaire sur support rigide léger de chaque planche).

L'ensemble des plans seront présentés avec en bas la rue des Alliés positionnée parallèlement à la page.

5a.et 5b : 2 Perspectives

Point de vue selon localisation et hauteur approximative déterminées lors de la visite de site.

5c. Plan de masse au 1/500

Le plan de masse est établi à partir des renseignements fournis concernant le terrain et la construction et traduit le programme pour le bâtiment et l'aménagement des abords.

Il comporte :

- le plan des toitures ;
- les cotes principales du nivellement projeté ;
- le tracé des cheminements et des parkings ;
- l'emplacement pour le stationnement des cycles s'il est extérieur ;
- les espaces verts ;
- le tracé de la limite actuelle de propriété et le tracé de l'hypothèse de séparation parcellaire induite par le projet.

5d. Plan du sous-sol au 1/500

Les plans de niveau comportent les indications suivantes :

- les cotes générales ;
- les cages d'escaliers et d'ascenseurs ;
- les stationnements ;
- la délimitation (cloisonnement) des locaux spécifiques et leur codification en couleur et en alphanumérique tel que définis au tableau des surfaces ;

5e. Plans des autres niveaux au 1/200

Le plan du RDC représentera les abords utiles à la compréhension fonctionnelle des accès et espaces extérieurs immédiats. Les plans de niveau comportent les indications suivantes :

- les cotes générales ;
- les cages d'escaliers et d'ascenseurs ;
- les dégagements ;
- les zones flexibles non cloisonnées ;
- la délimitation (cloisonnement) des locaux spécifiques et leur codification en couleur et en alphanumérique tel que définis au tableau des surfaces ;

Des exemples de principes d'aménagement intérieur et d'ameublement pourront être proposés par les équipes.

Détails significatifs (échelle variable)

5f. croquis de principe de la trame structure du bâtiment ;

5g. représentation schématique en coupe sur 3 ou 4 trames des aménagements intérieurs des zones flexibles (hauteur sous faux plafonds, profondeur des locaux, importance des surfaces vitrées, implantation de principe des terminaux de traitement thermique, de ventilation, de l'éclairage et des alimentations réseau).

5h. croquis d'intention d'un espace de bureaux avec ameublement et séparatifs mobiliers de zones de travail.

5i. et 5j. 2 Plans de coupe au 1/500 (une transversale et une longitudinale)

Les plans de coupe feront ressortir (les cotes de référence étant indiquées en NGF) :

- la courbe du terrain naturel ;
- la hauteur totale ;
- les hauteurs entre planchers ;
- les hauteurs libres ;
- les hauteurs des rues et des bâtiments alentours dont l'IGH actuel.

5k. L'élévation des façades (échelle 1/200)

Les plans d'élévations des différentes façades font ressortir les éléments architecturaux et leurs reliefs et le type de matériaux envisagé.

6. Acte d'engagement comprenant une proposition d'honoraires et sa répartition entre phase et entre cotraitants

Cette pièce sera remise uniquement sous format papier à ce stade et signée du mandataire (voir article suivant sur les modalités de remise du dossier).

14.2 Modalités d'envoi et remise du dossier de projet

Les prestations sont remises par voie dématérialisée sous réserves des prestations définies ci-dessous qui sont remises sur support physique.

Prestations dématérialisées

Les prestations sont remises au format .pdf et pour les tableaux également sous format .xlsx.

La remise du dossier de projet s'effectue exclusivement de manière dématérialisée sur le profil d'acheteur dans les conditions d'anonymat de la procédure de concours :

Les candidats définiront un code permettant le chiffrement de leur offre et communiqueront la clé de décryptage uniquement à l'huissier dont les coordonnées seront indiquées lors de l'invitation à concourir par courriel. Cet envoi de la clé de décryptage devra être réceptionnable par l'huissier dans les 2h suivant la date limite de retour des offres.

Attention, le chargement de l'offre sur la plateforme peut prendre parfois plusieurs heures, aussi il est recommandé de ne pas attendre le dernier moment pour charger l'offre. A noter que les équipes peuvent charger plusieurs fois leur offre ; dans ce cas, seule la plus récente sera prise en compte.

Le nom de chaque fichier comportera en premier caractère son numéro porté à l'article 14.1 du présent règlement de consultation.

Tout complément de prestation excédant la demande définie au présent règlement de concours sera écarté par le secrétariat du concours et l'huissier de justice avant sa présentation au jury mais lui sera mentionné.

Prestations sur support physique

Les éléments suivants font l'objet d'une remise sur support physique :

- ☐ 3 panneaux de présentation de format A0 sur support rigide et léger (et copies papier pliées)
- ☐ l'acte d'engagement complété et signé pour la partie Maitrise d'œuvre et comprenant une proposition d'honoraires.

Les participants remettent les prestations matérialisées selon les modalités suivantes :

Les planches seront remises emballées par un revêtement opaque en cachant le contenu. L'emballage sera annoté de l'identité de l'équipe contrairement aux planches qui seront anonymes. Un récépissé en main propre sera délivré au poste de sécurité situé à l'arrière du siège actuel de la CPAM de l'Isère au 2 rue des Alliés. Elles seront mises à disposition de l'huissier de justice en vue de leur déballage, de leur contrôle et de leur anonymisation sur place avant d'être remises au service immobilier de la CPAM.

L'Acte d'Engagement sera glissé dans une enveloppe fermée où figure l'identité du mandataire de l'équipe. L'huissier de justice conservera les enveloppes jusqu'à ce que le Jury ait classé les projets et les remettra lors de la levée de l'anonymat.

Afin de garantir les conditions d'un strict respect de l'anonymat des projets, la CPAM de l'Isère a confié cette mission à un huissier de justice (coordonnées indiquées lors de l'invitation à concourir).

L'anonymat des prestations sera respecté par les moyens suivants :

- a) Dès réception des offres sur le profil acheteur, celles-ci sont enregistrées cryptées.
- b) L'huissier de justice, seul récipiendaire de la clé de chaque équipe viendra décrypter l'offre dématérialisée et ouvrir les envois sur supports physiques.
- b) Prestations dématérialisées : L'huissier de justice du concours recense et numérote les pièces remises par les concurrents : il affecte aux pièces nominatives et à chaque pièce du dossier de prestation du candidat un code.
- c) Acte d'engagement sur support papier : L'huissier de justice du concours la conserve dans une enveloppe scellée dans des conditions permettant d'en assurer la confidentialité.
- d) Planches graphiques sur support physique : L'huissier de justice du concours déballe les planches, s'assure de leur anonymat, et leur attribue le même code que les prestations dématérialisées de l'équipe.
- d) L'huissier de justice du concours transmet ensuite les planches et les prestations dématérialisées de chaque candidat, pour exploitation par la commission technique qui sera chargée de présenter les projets au jury.
- e) Tous les projets sont transmis au jury avec la seule mention du code d'identification et analysés par le jury de manière anonyme.
- f) L'anonymat des projets n'est levé par l'huissier de justice du concours qu'après signature par tous les membres du jury du procès-verbal de la séance et de l'avis motivé.
- g) L'enveloppe contenant l'Acte d'Engagement sera ouverte, une fois la levée de l'anonymat réalisée.

Pour respecter l'anonymat, les candidats ne seront pas entendus par le jury avant le classement des prestations.

Copie de sauvegarde

Les candidats admis à concourir peuvent également transmettre, dans le délai imparti, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB). Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte les mentions suivantes :

Copie de sauvegarde - Dossier de projet pour le concours de maîtrise d'œuvre pour la construction du nouveau siège de la CPAM de l'Isère

Les conditions d'ouverture et d'utilisation de la copie de sauvegarde par le maître d'ouvrage sont définies à l'annexe n°1 du présent règlement de concours.

14.3 Date limite de transmission du dossier de projet

La date et l'heure limite de transmission des éléments dématérialisés sur le profil acheteur et des planches seront précisées dans l'invitation à participer au concours.

ARTICLE 15 - EVALUATION DES PROJETS

15.1 Critères d'évaluation des projets

Les projets des candidats admis à concourir seront classés par le jury selon les critères d'évaluation fixés dans l'avis de concours, énoncés ci-dessous :

- La qualité de la réponse au programme appréciée selon les éléments suivants :
 - la qualité de la réponse architecturale appréciée au regard de la relation au site, de son esthétique générale, de ses qualités d'usage ;
 - l'adéquation au programme en termes notamment de maîtrise des dimensionnements, de qualité d'organisation et de respect des attentes fonctionnelles ;
 - la qualité de l'approche environnementale et technique appréciée au regard de la démarche environnementale d'ensemble du projet du point de vue de son approche architecturale, dans ses dimensions techniques et au regard de sa capacité à être labélisée passivhaus ;
 - les qualités d'économie dans l'exploitation et la maintenance ;
- La compatibilité du projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux

15.2 Examen des projets par le jury

Les dossiers de projet, une fois l'anonymat attesté par huissier sont ouverts par le maître d'ouvrage.

Ils font l'objet d'une analyse préalable par la commission technique et destinée à préparer le travail du jury.

Le jury analyse d'abord la conformité administrative et formelle du dossier de projet (complétude du dossier, mention des pièces excédentaires) remis par les participants au regard des exigences du règlement de concours.

Il procède ensuite à l'évaluation des projets d'après les critères fixés dans l'avis de concours et détaillés à l'article 15.1 du présent règlement.

Les règles de fonctionnement du jury sont celles fixées à l'article 5 du présent règlement.

Un procès-verbal, signé par ses membres, est établi. Il comporte :

- le classement des projets ;
- les observations du jury sur les projets ;
- ses propositions sur le versement de la prime aux participants ;
- le cas échéant, tout point nécessitant des éclaircissements et les questions qu'il envisage en conséquence de poser aux candidats concernés.

L'anonymat est levé après la signature de ce procès-verbal complet.

15.3 Proposition du jury sur le versement de la prime

En application de l'article R. 2172-4 du code de la commande publique (CCP), sur proposition du jury, la prime :

- ne pourra être supprimée qu'en l'absence de prestations ou si les prestations remises sont inappropriées, c'est-à-dire sans rapport avec l'objet du concours et manifestement pas en mesure de répondre sans modification substantielle aux besoins et aux exigences de l'acheteur ;
- pourra faire l'objet d'un abattement selon les conditions de l'article R2172-4 du Code de la Commande Publique
 - ☐ si le dossier de projet décrit à l'article 14.1 du présent règlement est incomplet ;
 - ☐ si les prestations remises caractérisent un projet inacceptable, soit parce que l'acheteur ne serait pas en mesure de financer sa réalisation, soit parce qu'il contrevient manifestement à la législation en vigueur, sans modification substantielle ;

- si les prestations remises ne sont que partiellement conformes au programme et qu'il serait manifestement impossible, sans modifications substantielles, de les adapter lors d'un élément de mission ultérieur pour les rendre conformes.

15.4 Dialogue éventuel avec les participants

Conformément à l'article R. 2162-18 du CCP, si le jury a consigné des questions et/ou des demandes d'éclaircissement dans le procès-verbal, un dialogue est établi avec le ou les participants concernés.

Le dialogue pourra se dérouler dans le cadre d'une réunion en présence de représentants du jury et des représentants des équipes participantes, ou se dérouler par écrit par voie d'échanges dématérialisés.

Aucune prestation supplémentaire ne sera produite dans le cadre de ce dialogue.

En cas de dialogue, un procès-verbal complémentaire retrace les questions et réponses apportées par les candidats au jury. Ces éléments ne modifient pas le classement qu'il a établi.

15.5 Désignation du ou des lauréats du concours et publication d'un avis de résultats de concours

Au vu de l'avis et des procès-verbaux du jury, le maître d'ouvrage désigne le lauréat du concours.

En cas de doute sur le choix du projet à retenir, il peut désigner plusieurs lauréats.

Le maître d'ouvrage publie ensuite un avis de résultats de concours au BOAMP et au JOUE dans les 30 jours qui suivent le choix du ou des lauréats.

ARTICLE 16 - REMISE DE L'OFFRE, NEGOCIATION ET ATTRIBUTION DU MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE

Le maître d'ouvrage communique au(x) lauréat(s) un projet de marché et en application de l'article R. 2122-6 du CCP.

La négociation porte sur les caractéristiques, les conditions d'exécution du marché et la prise en compte par le ou les lauréats, des observations éventuelles du jury sur son projet.

Après négociation, le marché de maîtrise d'œuvre sera attribué par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage publie un avis d'attribution du marché de maîtrise d'œuvre selon les modalités définies à l'article R. 2183-1 du CCP et dans un délai maximum de 30 jours à compter de la signature du marché.

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

17.1. Assurance et frais de transport

Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des concurrents. L'organisateur du concours ne peut être tenu pour responsable du dépassement du délai de remise des projets, ni de la détérioration éventuelle d'un ou des éléments de présentation de la prestation. Les frais de transport des prestations sont pris en charge par les concurrents.

17.2. Application du règlement en cas de mise hors concours

La remise des projets par les concurrents comporte leur acceptation des clauses du règlement du concours. Les divers manquements aux règles du concours sont soumis au jury qui décide de l'exclusion éventuelle des concurrents, pour des motifs liés au non-respect partiel ou total des

dispositions et règles du concours. Le concurrent, dont les prestations sont refusées, ne peut prétendre au remboursement des frais qu'il a engagés.

17.3. Droit de propriété et publicité des projets

Les participants restent propriétaires de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle associés à leurs prestations.

Ils permettent toutefois à l'acheteur d'utiliser à sa discrétion et sans autre forme de rémunération leurs prestations dans le cadre d'une exposition publique des projets, soit dans le cadre d'une diffusion physique, soit dans le cadre d'une diffusion numérique, après la publication des résultats du concours, sous réserve d'être cités comme auteurs.

17.4. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (dit Règlement Général sur la Protection des Données RGPD) et la loi n°78 17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le maître d'ouvrage et le sous-traitant est le titulaire du marché.

17.4 Arrêt de l'opération

Le maître d'ouvrage peut décider de ne pas donner suite au concours sans avoir à justifier sa décision.

Si le maître d'ouvrage renonce à l'opération pour quelque motif que ce soit après délibération du jury ou désignation du lauréat et avant la notification du marché de maîtrise d'œuvre, aucune indemnité ne sera versée hormis la prime du concours.

17.5 Recours

Les recours peuvent être introduits auprès du **tribunal judiciaire de Lyon** sis 67 rue Servient 69003 LYON.

ANNEXE 1 - Transmission par voie dématérialisée

Avis important : le document ci-après n'est communiqué qu'à titre purement informatif. En conséquence, il n'est pas de caractère à dispenser le candidat de s'informer par ses propres moyens.

Les candidatures et offres électroniques doivent être déposées sur le site internet précité avant la date et heure limite de dépôt des offres fixées au présent règlement.

Les dossiers qui parviendront après le délai fixé par le présent règlement ne seront pas examinés.

Tout dépôt sur un autre site ou sur adresse électronique est nul et non avenue.

La transmission électronique se fait par l'envoi d'un dossier contenant la candidature puis le cas échéant d'un dossier contenant le projet.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit désigner la personne habilitée afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Ils doivent déposer les fichiers dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse consacrée à cette consultation sur la plate-forme de dématérialisation de la CPAM de l'Isère et qui ne pourra être tenu pour responsable des dommages, troubles directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site utilisé dans le cadre de la dématérialisation des procédures.

Afin d'optimiser la transmission électronique des offres sur le profil d'acheteur de la CPAM de l'Isère il est suggéré aux candidats :

- de ne pas attendre la date limite de remise des offres pour effectuer le dépôt de leur candidature et offre, la plateforme pouvant connaître des lenteurs,
- d'envoyer, par précaution, une copie de sauvegarde de leur offre, dans les conditions définies ci-après.

Modalités de dépôt d'une réponse électronique

Les candidats se référeront au Manuel Entreprises mis à disposition sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde est une copie du pli unique destinée à se substituer, en cas d'anomalie, du pli transmis par voie électronique au pouvoir adjudicateur.

Parallèlement à l'envoi électronique, les candidats peuvent faire parvenir à la CPAM de l'Isère une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB).

Cette copie, est transmise sous pli scellé et par voie postale et comporte obligatoirement la mention : « **copie de sauvegarde** ».

Elle est transmise ou remise en main propre à l'adresse suivante: CPAM de l'Isère – 2 rue des Alliés 38100 GRENOBLE

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, cette copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à la CPAM de l'Isère dans le délai prescrit pour le dépôt des candidatures et des projets et dans les deux cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- lorsqu'une candidature ou un projet a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Assistance du dépôt électronique

Les candidats disposent sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des offres.

Les pré requis techniques, les conditions générales d'utilisation ainsi que le manuel d'utilisation sont disponibles sur ledit site à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/footer/prerequis-techniques>

De plus, pour toute demande d'assistance technique, questions ou problèmes rencontrés, les candidats peuvent contacter les conseillers techniques du site <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/aide/assistance-telephonique>

Recommandations sur le format de transmission

Les éléments relatifs à la candidature et au projet sont présentés sous forme de fichiers distincts, dont la dénomination – ou nom de fichier – permet clairement de déterminer, pour chaque fichier, s'il est relatif à la candidature ou à l'offre du candidat.

A titre d'exemple, les fichiers peuvent être nommés de la manière suivante : "Société_candidature_NomFichier.Ext" pour un fichier relatif à la candidature de l'opérateur économique, ou "Societe_offre_NomFichier.Ext", pour un fichier relatif à l'offre de l'opérateur économique.

Dans ces exemples, "Société" = nom de la société candidate (ou du mandataire du groupement) ; "NomFichier" = nom du document (ex. : "DC 1", "Annexe_Technique", etc.) ; ".Ext" = une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme.

Les fichiers sont transmis dans l'un des formats suivants supporté par la plateforme de dématérialisation : zip, docx, xlsx, pdf, dwg, dxf, ppt. Le candidat est invité à ne pas utiliser les « macros ».

Dans l'hypothèse où le candidat prévoit d'insérer dans sa transmission électronique, des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, il doit prévoir leur numérisation avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue

ANNEXE 2 - Modalités de signature électronique

LA SIGNATURE ELECTRONIQUE DU MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE PAR L'ATTRIBUTAIRE EST REQUISE dans la présente consultation.

Conformément à la directive européenne 199/93CE, au décret n°2001-271 du 30 mars 2001 et aux articles 1316 et 1316-4 du Code civil, lorsque leur signature est requise, les documents constitutifs de la candidature ou de l'offre du candidat, transmis par voie électronique sont signés électroniquement, selon les modalités prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

- **Pour les certificats de signature émis à compter du 01 octobre 2018**

1er cas : Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement (UE) n°910/2014 du parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur « eIDAS »

2ème cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement « eIDAS »

- **Pour les certificats de signature émis avant le 01 octobre 2018**

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Par conséquent, les certificats de signature conforme au RGS ou équivalent émis avant le 01 octobre 2018 demeurent valables jusqu'à leur date de fin de validité. Lesdits certificats doivent respecter les exigences ci-dessous

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://references.modernisation.gouv.fr/la-trust-service-status-list-tsl>

- https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé, **l'annexe 1 (« exigences applicables aux certificats qualifiés de signature électronique ») du règlement européen n° 910/2014 du Parlement européen et du conseil du 23 juillet 2014** sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32014R0910>)

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

A défaut de signature électronique valide sur les documents constitutifs de l'offre dont la signature est requise, l'offre du candidat sera rejetée.

L'acquisition, l'installation et l'exploitation d'une signature électronique et d'un certificat d'authentification sont à la charge intégrale et exclusive du candidat.

ATTENTION : l'obtention d'un certificat peut nécessiter un certain délai qui doit être pris en compte pour remettre une offre dans les délais impartis. Aucun allongement du délai de remise des candidatures et des offres n'est autorisé pour cette raison.